
L'éducation – les jeunes & la famille

Six façons de voir la jeunesse.

Huit invariants d'une politique jeunesse réussie :

Style de vie

La famille

Quelques maximes

Six façons de voir la jeunesse.

Pour analyser les politiques jeunesse, on peut utiliser six idéaux-types ou référentiels.

1 - Le référentiel " Familialiste "

La jeunesse ne relève pas du politique, mais reste dans la sphère familiale. Ce référentiel repose sur une représentation des jeunes comme mineurs, donc incapables sur le plan juridique, déresponsabilisés et sans droit propre en dehors de la famille.

→ Notre société est encore marquée aujourd'hui par cette idée de renvoyer les jeunes à leur famille.

2 - Le référentiel " Contrôle social "

L'idée est qu'il faut surveiller les jeunes et, au besoin, les punir. On part ici d'une affirmation : les jeunes peuvent être en danger. Cette idée se développe depuis les années 50, notamment à travers la prévention spécialisée. Il faut donc occuper les jeunes pour éviter les dérapages. De cette idée sont nés les contrats vie-ville-vacances (VUV).

3 - Le référentiel " Insertion économique et sociale "

L'idée est de considérer le jeune comme un problème potentiel. Il peut présenter des déficits personnels (échec scolaire, inadaptation au travail...) qu'il faut pallier. Ici, l'origine sociale des difficultés est minimisée au bénéfice d'un traitement individuel des carences.

Ce référentiel est apparu dans les années 80 devant la montée du chômage des jeunes et la volonté d'y apporter un traitement social.

4 - Le référentiel " Éducatif "

La jeunesse n'est qu'une question d'éducation ; la référence scolaire est dominante. Il n'existe pas d'espace éducatif en dehors de l'école et du service public de l'éducation. L'éducation informelle est peu considérée, de même que le rôle des familles.

→ On peut considérer que ce système pousse les parents à la " démission ".

5 - Le référentiel " Développement local "

Référentiel assez récent, qu'on rencontre dans les zones en difficulté, notamment dans le monde rural inquiet du vieillissement de la population et de la faiblesse démographique. Ici, le jeune est perçu comme une ressource, un potentiel indispensable à la survie des territoires. Pour conserver les jeunes sur un territoire, il faut offrir aux familles et aux jeunes des services publics et un temps libre de qualité. La politique touristique est alors également dirigée vers l'accueil de jeunes.

6 - Le référentiel " Autonomie "

Modèle récent et progressiste où le jeune est considéré comme un véritable acteur impliqué dans la construction de son parcours, un citoyen en puissance qui peut s'exprimer, participer à la vie publique, s'engager. Ces politiques développent l'accompagnement des initiatives des jeunes et les instances de participation en privilégiant les démarches de responsabilisation.

En croisant ces référentiels avec les différents domaines d'intervention des politiques jeunesse (éducation, logement, santé, sports, loisirs, citoyenneté, transports et mobilité...), on peut construire une grille d'analyse intéressante au niveau local, en incluant le caractère implicite ou explicite des mesures, et les articulations existantes ou non.

Trois modèles de représentation

Par ailleurs, la combinaison de ces référentiels, deux par deux, donne trois modèles de représentation des jeunes.

- ▶ famille / éducation : le jeune est un mineur, à élever, à éduquer.
- ▶ Contrôle / insertion : le jeune est en difficulté ou dangereux.
- ▶ Développement local / autonomie : le jeune est une ressource.

Il faut tenir compte des effets de champ (un modèle pouvant influencer sur les autres référentiels) et des effets sociologiques (profil socioculturel plus ou moins favorable à la mise en œuvre d'un modèle). Le contexte démographique peut être déterminant dans l'apparition de certaines dynamiques, de même que la manière de penser le rapport entre générations. Il faut alors s'interroger sur la place que l'on donne aux jeunes et sur la manière plus ou moins équitable avec laquelle ils sont traités. Ces modèles peuvent aider les institutions à analyser leurs représentations de la jeunesse et à interroger les orientations politiques mises en places ou souhaitables, selon les particularités locales.

D'après Jean-Claude Richez¹.

Huit invariants d'une politique jeunesse réussie :

- ▶ 1. Pas de politique de jeunesse sans volonté politique.
- ▶ 2. Nécessité de professionnels qualifiés.
- ▶ 3. Faire accepter ses projets et missions et non pas créer le besoin selon un appel d'offres.
- ▶ 4. Créer un multi-partenariat : culture commune à construire (les réseaux de mutualisation de professionnels sont très importants).
- ▶ 5. Importance de l'éducation non formelle portée par des associations qui est une plus value. Souvent les associations solides sont plus pérennes que les élus et portent donc la mémoire.
- ▶ 6. Pour les jeunes, la dimension informelle de l'accueil prime sur le projet qui leur est destiné.
- ▶ 7. Tenir compte de la problématique du logement dans l'élaboration de politiques jeunesse, ainsi que d'une mobilité géographique choisie et sécurisée.
- ▶ 8. Considérer la jeunesse de façon globale.

Une politique publique :

Aujourd'hui, mettre en œuvre et conduire une politique publique¹, c'est prendre en compte :

- la diversification et l'accroissement des dispositifs d'action publique
- la complexité des différents échelons territoriaux,
- l'animation et la gestion d'un réseau de partenaires
- l'analyse de la demande des populations.

Ces nouvelles exigences nécessitent :

- Une vision synthétique des problématiques
- Une exploitation fine et rigoureuse des informations et des données disponibles
- Une lisibilité accrue des projets mis en œuvre par les collectivités territoriales et les associations.
- Une mise en cohérence des dispositifs d'action

¹ Jean-Claude Richez, responsable de l'unité de la recherche, des études et de la formation à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep)

Style de vie

Quand la jeunesse devient un style de vie **permanent !**

Source : http://herveserieyx.nexenservices.com/article.php3?id_article=56 - 2 février 2004

La jeunesse est d'invention récente. Dans les sociétés traditionnelles, le passage de l'enfance à l'âge adulte se faisait sans autre transition que des rituels initiatiques : les premiers rudiments appris et l'adolescence bien engagée, on enchaînait directement sur le temps de la production et de la reproduction. Au XIX^{ème} siècle encore, la jeunesse, cette période bénie ou l'on peut conjuguer la liberté de l'adulte et l'irresponsabilité de l'enfance au service de son seul développement personnel, n'était l'apanage que de rares oisifs, héritiers de familles fortunées ou bourgeoises ou d'individualités ayant décidé de retarder, à leurs risques et périls, le moment de plonger dans la vie active.

Dorénavant, la démocratisation de l'enseignement aidant, la jeunesse est devenue une phase à part entière dans le cycle de vie de tout citoyen, du moins dans les économies développées. La jeunesse, comme la retraite après la vie professionnelle, est une création de la société. Elle en connaît les évolutions, elle en traduit les mutations, elle en exprime les ruptures. Les regards que l'on porte sur elle et les représentations que l'on s'en fait varient sans cesse en fonction d'événements sociétaux marquants. Les hauts et les bas de l'économie dans les années récentes en donnent un bon exemple : l'économie est-elle en difficulté qu'on victimise cette pauvre jeunesse qui ne trouvera pas de travail ; la croissance repart-elle qu'on exalte les chances d'une jeunesse dorénavant placée en situation d'embarras du choix ; la reprise marque-t-elle le pas que revient l'antienne d'une jeunesse inquiète confrontée à l'incertitude.

Ainsi, en examinant certains des changements les plus lourds et les plus récents de notre société, on peut sans doute approcher, sinon la nature profonde de la jeunesse d'aujourd'hui, du moins une partie de celle-ci et des représentations que l'on s'en fait.

16 / 25 ans : Une évolution du cycle de vie

Dans un récent rapport de l'Administration française (« Jeunesse, le devoir d'avenir »), les auteurs analysent l'allongement de la période de jeunesse en soulignant que, si les statistiques officielles situent la catégorie des jeunes entre 16 et 25 ans, la réalité des comportements (conjonction d'une autonomie accrue et d'une relative irresponsabilité sociale maintenue, d'une indépendance dans le choix de ses conduites personnelles et d'une dépendance économique) place aujourd'hui la jeunesse entre 12 et 30 ans. Une jeunesse qui commencerait plus tôt (au moment de la puberté et de l'entrée au collège) et qui s'achèverait plus tard (retardement dans l'obtention de l'emploi stable et de la procréation).

Ils soulignent que les démographes, eux-mêmes, ont changé leur catégorisation pour prendre acte d'une précocité accrue de l'adolescence et d'une entrée dans l'âge adulte différée et définissent les jeunes dans la tranche 15-30 ans et non plus dans la tranche 15-25ans.

Le passage de la jeunesse à l'âge adulte se signale par le franchissement de quatre seuils

- la fin des études
- l'entrée dans la vie active,
- le départ de chez les parents
- la création d'une nouvelle famille (la naissance du premier enfant).

Les raisons de cette évolution sont multiples et, entre elles, connectées. La prolongation des études, liée à la démocratisation de l'enseignement, constitue, naturellement, l'une d'entre elle. En France, la moitié de la génération née en 1963 finissait ses études à 18,5 ans ; la moitié de celle qui est née en 1973 à 21,5ans ; la moitié de celle qui est née en 1983 les achèvera sans doute à 23 ou 24 ans.

Les caractéristiques neuves de l'économie, marquée par la mondialisation de la compétition et par l'irruption des nouvelles technologies de l'information et de la communication, sont également en cause, bien entendu : elles ont créé un univers professionnel instable où l'imprévisibilité de la conjoncture, tout comme les ruptures technologiques, flexibilise les effectifs des entreprises, précarise de nombreux emplois et périmé rapidement des métiers ou des expertises. Il faut ainsi plus de temps à ceux qui arrivent sur le marché de l'emploi pour trouver l'emploi stable et, plus encore, l'emploi dans lequel on a envie de rester parce qu'on y trouve son compte.

Si le passage de la jeunesse à l'âge adulte se signale habituellement par le franchissement de quatre seuils -la fin des études, l'entrée dans la vie active, le départ de chez les parents et la création d'une nouvelle famille (c'est à dire aujourd'hui la naissance du premier enfant beaucoup plus que le mariage

qui ne semble plus constituer un seuil aussi déterminant que pour les générations précédentes), l'évolution de la famille d'origine, son rôle de filet de sécurité dans une conjoncture incertaine et la nouvelle largeur de vue des parents face aux attitudes et aux choix de vie affectifs et sociaux de leurs grands enfants prédisposent ceux-ci à retarder le départ du cocon familial, voire à y revenir dès que le temps se couvre.

Quand à la procréation (le quatrième seuil), elle semble être moins liée à une meilleure maîtrise de la conception ou à une à une éventuelle immaturité des futurs parents qu'à la plus grande difficulté que rencontrent les jeunes à se stabiliser dans le monde du travail, à y trouver leurs marques et les moyens durables de l'autonomie économique.

Plus significative encore de la transformation que connaît actuellement la jeunesse, il y a cette mutation du parcours qui la conduit de la fin de l'enfance à l'entrée dans l'âge adulte. Les deux séquences qui scandaient ce parcours conduisant de la dépendance à l'indépendance (formation- diplôme- emploi et départ de la maison- mariage- enfant) ne sont plus linéaires ; dorénavant , chacun vit ces deux séquences en les mélangeant. La phase d'insertion professionnelle mélange des formations qui parfois ne débouchent sur aucun emploi, des stages qui ne sont souvent ni de la formation ni de l'emploi, des emplois précaires contre-formateurs, des périodes de chômage ou de galère , des retours à la case départ en formation pour changer de voie... La phase familiale (de la famille que l'on quitte à celle que l'on fonde) connaît aussi de nombreux contre-pied : unions à l'essai, départs avortés, cohabitation en couple chez les parents, utilisation prolongée de ceux-ci comme base arrière économique...

Ainsi, une même personne , à un âge donné, peut présenter en même temps des caractéristiques relevant hier de la jeunesse et d'autres de la vie adulte comme vivre chez ses parents et avoir des enfants ou poursuivre ses études et avoir un emploi. La combinaison de la complexité des parcours d'accès à l'emploi durable et voulu (dans un environnement économique où le diplôme n'est plus une garantie et où même le salaire n'est plus aussi protecteur qu'avant) et de la fragilité des parcours affectifs (les fort taux de divorces concernent pour les deux tiers les couples récents) justifie l'observation d'un chercheur français Laurent Toulemon : il voit le cheminement des jeunes moins comme un passage linéaire de seuils en seuils que comme « des glissements progressifs de situations floues à des situations incertaines ».

Un âge adulte de plus en plus indéfinissable

En fait, si la période de la jeunesse devient à la fois plus longue et plus floue, c'est aussi que, dans le contexte, somme toute assez neuf, de l'allongement de notre durée de vie, on ne sait plus trop ce que c'est que l'âge adulte.

Pour le chercheur Jean-Pierre Boutinet, aujourd'hui « l'âge adulte n'est plus considéré comme le moment central d'une vie, le moment pivot qui donne leur sens à la période qui précède et à celle qui suit : la période de la maturité après celle de la croissance et avant celle du déclin. L'âge adulte est au contraire lui-même marqué par des formes d'instabilités qui lui retirent sa qualité de référence centrale, de moment organisateur de l'ensemble de la vie. La dépendance que représentent le chômage et l'exclusion, le sentiment de ne plus maîtriser un monde où l'échange d'information s'accélère, le conformisme dans lequel l'incertitude cantonne les individus et l'incapacité à anticiper l'avenir conduisent parfois les adultes à faire l'expérience de formes d'immaturité ». L'âge adulte ne deviendrait-il pas une simple transition alimentaire, la période où l'on gagne de l'argent pour financer deux âges plus intelligents parce qu'on y est moins réduit à sa seule dimension économique et qu'on a le temps de s'y « éclater », en amont, une jeunesse qu'on mythifie tellement qu'on s'efforce de la singer même quand on l'a quittée depuis longtemps et en aval, un troisième âge au mieux de sa forme qui, mieux assuré de ses ressources et libéré de la triste obligation du travail salarié, peut enfin s'offrir une maturité heureuse ?

On peut même se demander si, désormais, on quitte vraiment la jeunesse tant la montée en puissance du temps partiel, des contrats à durée déterminée et des ruptures de carrière de même que la banalisation du concubinage évolutif et des divorces transforment la « transition de la jeunesse » – période qui conduisait hier clairement de l'enfance à l'âge adulte – en une façon d'être qui devient peu à peu le style de vie d'un nombre croissant d'adultes ; comme si la disparition brutale des rites de passage qui, hier, obligeaient les « nouveaux adultes » à ressembler à l'image sociale qu'ils étaient censés donner (« tu seras un homme, mon fils ! ») permettait aujourd'hui de rester plus durablement jeune, en état permanent de transition.

Génération Y : ses atouts pour affronter la crise

Ils sont moins riches mais plus diplômés que leurs aînés, moins indépendants mais plus autonomes, moins collectifs mais plus interconnectés, moins engagés mais plus en quête de sens... Portrait² de cette génération qui arrive aujourd'hui sur le marché de l'emploi.

Difficultés d'insertion, stages à rallonge, précarisation accrue, salaires au rabais, peur du déclassement social... N'en jetez plus ! Les jeunes qui arrivent aujourd'hui sur le marché de l'emploi sont en première ligne des bouleversements économiques et sociaux. Le constat est connu. Cependant, si le contexte est particulièrement difficile, cette fameuse "génération Y", qui a vu le jour entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990, a aussi bien des atouts à faire valoir.

Décryptage.

Diplômée et expérimentée

La massification de l'enseignement supérieur est passée par-là. Jamais une génération n'a été aussi diplômée et expérimentée que celle qui arrive aujourd'hui aux portes des entreprises. Et contre l'avis des "déclinologues" de l'école, le diplôme reste la meilleure arme anti-chômage. "Même si tous les diplômés ne mettent pas à l'abri des difficultés que rencontrent les jeunes sur le marché de l'emploi, ils apportent un avantage relatif de plus en plus important", souligne le sociologue Olivier Galland. "Dans le contexte actuel de précarisation, l'avantage d'être formé s'est plutôt accru au fil du temps", rappelle à son tour Eric Maurin, auteur de la Peur du déclassement³. De plus, si cette "génération stagiaire" peut légitimement s'estimer précarisée, jamais ses CV n'ont été aussi fournis. "Les jeunes diplômés ont une connaissance de l'entreprise inégalée par les générations précédentes", constate Jean-Marc Le Gall, consultant en stratégies sociales.

Désireuse d'autonomie

Des études plus longues, une insertion sur le marché du travail plus chaotique... "Avec un marché du travail incertain et des politiques publiques qui les maintiennent sous tutelle familiale via des aides liées aux revenus des parents, note la sociologue Cécile Van de Velde, les jeunes ont une aspiration à l'indépendance qui n'est absolument pas comblée." Dans ces conditions, l'écart se creuse entre ceux qui peuvent être aidés par leur famille et les autres. "Or la relation de dépendance est souvent vécue de façon contrainte par des jeunes qui revendiquent de plus en plus leur autonomie", poursuit la sociologue. Une autonomie assumée qui se révèle un atout dans le monde de l'entreprise.

Adeptes du collaboratif

Car dans leurs amitiés comme dans leurs activités extrascolaires, grâce à l'ordinateur comme au téléphone portable, par la musique comme par les vêtements, les jeunes de la génération Y disposent de modes de communication et de signes identitaires forts qui leur permettent de se construire un style et une vie qui dépendent de moins en moins des adultes. Internet n'y est pas pour rien.

Elevés au numérique, à l'aise dans le multitâches, les "digitales natives" remettent en cause les hiérarchies établies. "Les jeunes ont moins tendance que leurs aînés à considérer la hiérarchie comme l'alpha et l'oméga des rapports humains, estime Julien Pouget, consultant en ressources humaines et animateur du blog lagenerationy.com. Ils pensent, travaillent et interagissent sur un mode plus collaboratif, sur une approche horizontale des rapports sociaux."

Avide de sens

La Génération Y, "why" à l'anglosaxonne, c'est la génération "pourquoi". Tandis que les figures d'autorité sont chahutées, en politique comme à l'école, face aux médias comme dans l'entreprise, les jeunes revendiquent un droit à la parole. "L'arrivée de cette génération remet en question la posture habituelle de surplomb du management traditionnel, indique Jean-Marc Le Gall. Il ne suffit plus d'avoir le statut et les attributs du chef, il faut le prouver par ses compétences, il faut expliquer ses décisions et partager l'information." Une petite révolution pour les managers : ils croyaient voir arriver des individualistes, ils découvrent des partageurs... Ces pratiques vont de pair avec de nouvelles manières d'échanger et d'être ensemble, mais aussi de passer d'un univers à l'autre, prenant ce qu'il y a à prendre, tout de suite, déroutant ses aînés, managers et parents, par un zapping incessant.

² Emmanuel Vaillant, publié le 16/03/2010 : www.express.fr

³ La Peur du déclassement, une sociologie des récessions, Seuil, 2009.

Moins enchantée mais plus réaliste

Génération zapping, génération désabusée. Ces étiquettes ne datent pas d'hier. Elles s'appuient sur une autre tendance bien connue : les jeunes se méfient des institutions et désertent les partis politiques, préfèrent les coordinations, les mouvements éphémères, ciblés sur des actions concrètes. Des types d'engagement qui peuvent faire sourire... Mais c'est oublier que les jeunes "Y" s'inscrivent dans un nouveau rapport au travail, une envie pour nombre d'entre eux de concilier emploi et réalisation de soi.

"Les enquêtes européennes montrent que les jeunes Français ont un rapport au travail plus particulièrement affectif, qu'ils sont soucieux de s'investir dans un métier et d'y trouver du sens", observe Cécile Van de Velde. Quitte à travailler, autant s'y épanouir... Rien de révolutionnaire sans doute. Juste un désir raisonné de trouver sa place dans la société, de réussir sa vie sur tous les registres, personnels et professionnels. Une génération moins enchantée et plus réaliste, voilà peut-être ce qui trouble les parents qui, eux, ont du mal à vieillir et voudraient garder leurs rêves d'enfants.

[Génération Y Ses atouts pour affronter la crise.mmap](#)

La famille

Une **famille** est une [communauté](#) de personnes réunies par des liens de [parenté](#). Elle est dotée d'une [personnalité juridique](#), d'un nom, d'un domicile et d'un patrimoine commun, et crée entre ses membres une obligation juridique de [solidarité morale](#)^[1] et matérielle^[2], censée les protéger et favoriser leur développement social, physique et affectif^[3].

La famille est à la fois une institution sociale, juridique et économique, qui existe dans toutes les sociétés humaines. Le mot famille vient du mot latin *fama* qui veut dire réputation. De fait, les membres d'une même famille portent le même nom et jouissent d'un crédit et d'un honneur qu'ils doivent entretenir et défendre en commun.

(Wikipédia)

Pour l'INSEE, une famille est la partie d'un [ménage](#) comprenant au moins deux personnes et constituée :

- soit d'un couple marié ou non, avec le cas échéant son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage ;
- soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage ([famille monoparentale](#)).

Pour qu'une personne soit enfant d'une famille, elle doit être célibataire et ne pas avoir de conjoint ou d'enfant faisant partie du même ménage.

Un ménage peut comprendre zéro, une ou plusieurs familles.

Quelques chiffres :

Natalité :

- Un excellent taux de fécondité en France : 2,018 enfants par femme
- Pour un taux de renouvellement des générations : 2,06 enfants par femme
- Un taux d'emploi féminin entre 25 et 49 ans : 82%

Nouvelles organisations :

8 % de "couples non cohabitants" en France

Dans un rapport⁴, on découvre que près de 8 % **des 18 ans à 79 ans, soit 3,8 millions de Français, vivent en couple, mais à distance**. Ce sont des CNC, pour "couple non cohabitant" (VCCS pour couple "vivant chacun chez soi" au Québec, LAT (living apart together) pour "vivre ensemble séparément", chez les Anglo-Saxons).

Attention, selon les auteurs de l'étude, environ 60 % des couples non cohabitants le seraient sans l'avoir choisi, le plus souvent à cause de contraintes professionnelles.

C'est chez les jeunes (28 % des 18 ans à 25 ans) et chez les divorcés qu'on rencontre le plus de CNC : **17 % des personnes divorcées ont choisi de ne plus faire domicile commun dans le cas d'une nouvelle relation de couple**. On prend ainsi moins de risque en cas d'échec, et puis les habitudes d'une vie de célibataire sont difficiles à changer ! On a ainsi les avantages du couple sans les inconvénients.

<http://www.parent-solo.fr/>

Espérance de vie :

L'espérance de vie croît régulièrement depuis un siècle. L'espérance de vie à la naissance des femmes progresse de deux mois en 2009 par rapport à l'année précédente. Une fille née en 2009 peut espérer vivre jusqu'à 84 ans et demi (si les conditions de mortalité à chaque âge restent identiques tout au long de sa vie à celles observées en 2009). La baisse de la mortalité entre 70 et 90 ans en 2009 explique l'augmentation de l'espérance de vie de deux mois. Pour les hommes, l'espérance de vie à la naissance progresse également de deux mois et atteint 77,8 ans. Leur gain d'espérance de vie s'explique en grande partie par le recul de la mortalité entre 70 et 79 ans. En dix ans, les gains d'espérance de vie sont de trois années pour les hommes et de deux années pour les femmes. L'écart entre les deux sexes se réduit, comme les années précédentes, et passe à 6,7 ans en 2009 (contre 7,6 ans dix ans auparavant).

Le taux de mortalité est stable et s'établit à 8,5 ‰. Avec 3,8 décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes en 2009, le taux de mortalité infantile est stable depuis 2006. Après avoir diminué fortement jusqu'en 2004, il semble avoir atteint un palier. En Europe, quelques pays ont réussi à obtenir de meilleurs résultats : 2,5 pour 1 000 en Suède en 2008, 2,6 en Finlande ou 3,5 en Allemagne.

Une évolution permanente

Autorité parentale : les lois-clés	
Loi du 4 juin 1970	met fin aux notions de chef de famille et d'autorité paternelle. Introduit la notion d'autorité parentale.
Loi sur la filiation naturelle de 1972	attribue, en cas de naissance hors mariage, l'exercice parental à la mère.
Loi sur le divorce de 1975	donne l'autorité parentale à celui qui a obtenu la garde de l'enfant lors du divorce
Loi de 1987	assouplit celle de 1975, en favorisant l'exercice conjoint de l'autorité parentale des parents divorcés
Loi de 1993	érige en principe l'exercice commun de l'autorité parentale par les deux parents, mariés ou non. Tout père qui reconnaît l'enfant avant son premier anniversaire et qui vit avec la mère exerce, au même titre qu'elle, l'autorité parentale.

Vers une pluralité de modèles familiaux ?

Comme les personnes vivant seules, les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses⁵. [Voir les résultats détaillés](#), en 1999, une hausse de 22 % depuis 1990 (1,4 million en 1990 contre 1,7

⁴ Rapport, "Portrait de familles", sous la direction d'Arnaud Régnier-Loilier (INED, janvier 2010, 555 p., 29 €),

⁵ Recensement effectué par l'INSEE en 1999.

million en 1999). Les familles monoparentales représentent aujourd'hui 16 % des familles françaises. Cette progression tend toutefois à se ralentir : les divorces continuent d'augmenter mais un à un rythme moindre...

Des femmes sont à la tête de la plupart (88 %) des familles monoparentales. La garde de l'enfant leur est le plus souvent confiée et elles se remettent moins en ménage que les hommes après une séparation ou un divorce. Malheureusement, la précarité gagne du terrain : 17 % des ménages monoparentaux survivent sous le seuil de pauvreté (12 % en 1992).

Particularité française, 72 % des chefs de familles monoparentales ont un emploi, souvent peu qualifié ou à temps partiel, ce qui entraîne la nécessité de prévoir des modes de garde adaptés. "

Les familles recomposées représentent moins de 4 % des foyers français. Mais elles concernent plus d'un million d'enfants.

Les couples sans enfants sont sans cesse plus nombreux (six millions de couples en 1999, soit une augmentation de 16 % par rapport à 1990), selon le recensement de l'INSEE. A l'inverse, les familles nombreuses se font de plus en plus rares. Les ménages d'au moins six personnes ne représentent plus que 2,4 % de la population. Désormais, les couples sans enfant et les personnes seules dépassent en nombre les ménages avec enfants.

La famille, remède à la délinquance ?

Cette recherche tente d'estimer, sur une base quantitative, les influences de la socialisation par la famille par rapport aux autres cadres (principalement : l'école, le quartier, les pairs fréquentés) au regard de la délinquance. Elle s'était donnée comme autre objectif de savoir si la position socio-économique des ménages (les familles aisées ou défavorisées) avait un effet sur la délinquance des enfants, qu'il s'agisse d'un effet direct ou en interaction avec les dimensions familiales.

L'analyse porte sur deux échantillons représentatifs des adolescents scolarisés de grandes villes françaises et un échantillon de jeunes judiciarisés.

La comparaison des échantillons scolaires et judiciarisés nous montre que les enfants placés par la justice dans des centres fermés ou foyers ont des traits marqués par rapport aux échantillons représentatifs des 13-19 ans analysés.

- Ils appartiennent plus souvent au bas de l'échelle sociale (presque aucun n'a un parent appartenant aux professions intermédiaires ou cadres),
- résident plus souvent dans un habitat défavorisé,
- et sont plus souvent issus de familles dissociées,
- ont une taille de fratrie plus large,
- sont plus souvent en retard à l'école (et se perçoivent comme « mauvais »),
- ont une perception de la gravité plus tolérante aux délits.

Ils ont effectivement commis beaucoup plus de délits. Les dimensions économiques, scolaires, familiales se combinent pour déterminer le profil de ces jeunes délinquants réitérant.

L'examen des échantillons de jeunes scolarisés nous permet de rechercher les prédicteurs de la délinquance chez des adolescents qui ne sont pas sous main de justice (soit qu'ils n'ont pas commis assez de délits, ou de délits assez graves, soit qu'ils n'ont pas été identifiés par les autorités, soit pour une autre raison).

On rend généralement mieux compte de la délinquance des garçons que de celle des filles et ce, avec des variables aussi différentes que

- la PCS⁶,
- la supervision,
- la présence de désordres dans le voisinage,
- a perception de la gravité.

Il existe cependant deux exceptions : l'insertion scolaire et l'entente avec les parents semblent plus importantes pour les filles que pour les garçons.

Commentaire [PD1]: Le fait de disposer de plusieurs échantillons est un atout. Mais cela soulève également des difficultés car il arrive que certains effets statistiques observés ne soient pas systématiques et donc observables dans tous les échantillons. Lorsque nous possédons une seule enquête, nous tendons implicitement à généraliser à partir d'une seule base d'observation. Généraliser à partir de deux bases ou plus est donc moins confortable, car cela met en lumière des dissonances ou des contradictions.

⁶ Les PCS, professions et catégories socio-professionnelles, correspondent à une répartition des actifs français dans des catégories

Concernant les variables familiales (structure domestique, taille de la fratrie, entente, supervision), la démarche a consisté, d'une part, à isoler celles qui avaient une importance dans le débat public (l'organisation de la famille et les dissociations qui la frappent, la « responsabilisation » nécessaire, renvoyant par exemple à une supervision trop « laxiste »). Elle a, d'autre part, consisté à repérer les variables qui manifestaient des liaisons statistiques avec la délinquance (mesurée par le nombre total de types de délits commis par les jeunes) les plus intenses. De telle sorte que le lecteur peut trouver des « réponses » aux questions qu'il se pose ou que pose l'esprit du temps sur le rôle de la famille.

D'autres variables, également dotées d'un faible pouvoir de prédiction de la délinquance, ont été conservées étant donné l'intensité et la forme du débat public. Nous pensons notamment à l'organisation de l'unité domestique ou la structure familiale qui décrit la composition du foyer et la taille de la fratrie. Les deux parents sont-ils en vie, les deux adultes qui l'élèvent vivent-ils ensemble ou sont-ils séparés, un seul adulte (presque toujours la mère) s'occupe-t-il de l'enfant ?

Dans l'explication de la délinquance des jeunes, les caractéristiques socio-économiques des familles et de l'environnement physique (PCS, type de quartier) sont souvent invoquées, tout comme le rôle des incivilités ou des désordres dans le voisinage (dont l'influence a été popularisée par la théorie de la vitre brisée). Les fréquentations délinquantes (le plus souvent des copains du quartier ou de l'école du quartier) font partie de cet environnement de l'enfant dans lequel il évolue et sur lequel la famille n'a qu'une prise limitée. PCS des parents et taux d'activité du ménage, type de quartier ont un effet modeste, mais significatif. Les désordres ont pour leur part un effet moyen mais significatif sur la délinquance des adolescents.

Nous avons enfin retenu les « valeurs morales » des enfants, saisies ici par leurs perceptions de la gravité des délits, et aussi leur insertion scolaire. Cette dernière rassemble leur autoévaluation de leur relation à l'école et des éléments plus factuels portant sur leur scolarité (comme le redoublement ou les sanctions reçues). Ces dimensions sont bien corrélées (pour la perception de la gravité) ou très bien corrélées (pour l'insertion scolaire) à la délinquance.

Il apparaît que la structure familiale ne rend pas bien compte de la délinquance. La prise en compte de la structure seule constitue un des modèles les moins prédictifs. Cette variable ne contribue que très modestement à l'explication des délits commis lorsqu'on inclut structure et fonctionnement familial ensemble dans un modèle. De plus, le type de cadre parental qui favorise la délinquance n'est pas stable, puisque c'est parfois le contraste entre famille biologique et famille recomposée ou encore entre famille biologique et le fait d'habiter sans ses parents qui est significatif (des effets différents en 1999 et en 2003 et pour les filles et les garçons).

Cela dit, la famille biologique ou classique n'est jamais associée à une surdélinquance, au contraire des autres formes domestiques.

La prise en compte des variables **de fonctionnement familial**, à savoir la supervision parentale et l'entente avec les parents, dévoile un effet important pour expliquer le nombre total de types d'actes commis. La supervision est plus importante que l'entente, quels que soient l'échantillon ou le sous-groupe (légèrement pour les filles, beaucoup pour les garçons).

La structure familiale ne résume pas à elle seule le cadre dans lequel évolue l'adolescent.

La famille est un environnement pour l'enfant, mais lorsqu'il est adolescent, l'environnement extérieur à la famille prend de plus en plus de place pour lui. La famille a donc un environnement plus large qui est en bonne partie déterminé par le niveau de ressources du foyer. Il en découle le type de quartier de résidence, plus ou moins marqué par des désordres autour du logement : ceci forme le milieu extérieur où l'adolescent recrute ses fréquentations, lesquelles orientent son comportement.

Nous savons que les variables d'environnement sont plus déterminantes que celles ayant trait à la structure familiale ou même du fonctionnement familial (en comparant la part de variance expliquée par les modèles 3 et 4). Nous sommes allés chercher plus loin en décrivant les interactions entre la structure familiale et son environnement pour expliquer la délinquance.

Lorsque nous cherchons à savoir s'il existe une interaction entre le cadre parental et le niveau socio-économique du foyer (la PCS), nous n'obtenons guère de résultats probants. La part de variance expliquée (voir modèle 9) n'est pas meilleure si l'on considère le cadre parental uniquement ou si l'on ajoute la PCS. Le fait d'avoir des parents avec un statut faible (ouvriers ou employés) augmente néanmoins statistiquement la délinquance pour les familles monoparentales dans les deux échantillons (et pour ceux qui habitent sans leurs parents dans un seul).

Lorsqu'on cherche si l'environnement physique et social de la famille (habitat HLM de périphérie, désordres dans le voisinage, copains délinquants) est lié au fonctionnement de la famille, nous constatons plusieurs interactions.

Mais elles sont, une fois encore, quelque peu instables d'une enquête à l'autre. Il apparaît cependant que la fréquentation de copains délinquants affecte particulièrement la délinquance des jeunes qui sont dans une famille autre que biologique. Le type d'habitat présente le même effet que les copains délinquants. Ces interactions n'apportent cependant que peu de variance expliquée supplémentaire par rapport à la prise en compte des seules variables de l'environnement des familles.

La structure familiale pourrait interagir avec l'acquisition des normes chez l'enfant ou son insertion scolaire.

Pour ce qui est de la perception de la gravité des délits, aucune interaction stable avec la structure domestique n'est établie. Il en va de même avec l'insertion scolaire.

Au total, la structure familiale ne se présente pas comme une variable déterminante pour expliquer la propension à la délinquance, ni par ses effets directs, ni par ses interactions avec d'autres variables. La principale interaction, modeste au demeurant, porte sur l'influence d'une faible supervision dans une structure familiale qui n'est pas formée des deux parents biologiques.

La prise en compte du fonctionnement familial apparaît comme une piste plus féconde pour rendre compte de la délinquance en coupe synchronique.

Nous avons examiné les interactions entre la supervision parentale et :

- le niveau socio-économique des familles (PCS),
- l'environnement du logement,
- la perception de la gravité,
- l'insertion scolaire.

La prise en compte du niveau socio-économique des familles dans la régression avec la supervision parentale ne dévoile aucune interaction. Autrement dit, le fait que des familles soient défavorisées n'est pas un facteur de risque de délinquance qui est accentué par la faiblesse de la supervision. Le facteur de supervision et le facteur socioéconomique sont tous les deux significatifs (ou proches des seuils pour la PCS), la supervision ayant toujours un effet plus puissant.

L'environnement social :

L'environnement social plus large de l'adolescent affecte de différentes manières le comportement délinquant.

Le nombre de copains délinquants, les désordres autour du logement se révèlent significatifs (mais pas le type d'habitat qui n'a pas d'effet direct mais uniquement un effet d'interaction, une fois ces deux variables contrôlées), tout comme la supervision. Les interactions sont ici nombreuses, et plusieurs sont stables dans les deux échantillons. Aussi bien les désordres dans le voisinage que la fréquentation de pairs délinquants renforcent la délinquance lorsque la supervision décline. Le type d'habitat, dans l'étude de 1999, a le même effet sur la supervision. Au total, ce modèle explique entre 21,3 et 29,9 % de la variance, suivant les enquêtes.

La perception de la gravité des délits oriente le comportement délinquant. Les adolescents agissent en fonction de leurs valeurs, et s'ils réprovent ou s'émeuvent d'un comportement, ils tendent à éviter de l'avoir. La structure familiale n'est pas liée aux perceptions de la gravité des délits. En revanche, la supervision parentale interagit de manière limitée mais significative avec la perception normative. L'augmentation de la supervision développe une aversion pour les délits (une forte perception de leur gravité) limitant alors la délinquance, mais uniquement pour les garçons.

Enfin, le modèle le plus prédictif de la délinquance consiste en une combinaison de la supervision et de l'insertion scolaire avec 34 à 35 % de variance expliquée. Il s'agit essentiellement de l'addition de deux dimensions, la supervision d'une part, l'insertion scolaire d'autre part. Ces deux variables ont chacune un poids propre, suggérant que l'insertion scolaire ne peut être réduite à la supervision parentale et réciproquement. Les parents qui supervisent les enfants peuvent limiter leur absentéisme scolaire, mais ne peuvent empêcher certains de ne pas travailler ou de se désintéresser des enseignements dispensés à l'école. N'ayant ni les compétences, ni les moyens de les acheter sur le marché, il se peut par exemple qu'ils ne puissent suivre et soutenir la scolarité de leur enfant, bien qu'ils leurs imposent des règles de vie (ce que nous appelons la supervision). Il existe une interaction significative et constante dans les deux études entre la supervision et l'insertion scolaire. Une moins bonne supervision amplifie la délinquance chez les enfants qui sont mal insérés à l'école.

Au total, il nous faut souligner l'importance des variables extra familiales, comme l'insertion scolaire, le nombre de copains délinquants, la perception des normes, ou encore les désordres autour du logement qui rendent compte d'une part très importante de la variance. Toutes ces variables ont des effets propres et non réductibles à « la famille ». Elles sont d'autant plus importantes que certaines interactions ont pu être soulignées entre la famille et l'environnement social ou physique dans lequel la famille évolue. Les garçons y sont particulièrement sensibles. Il est absolument nécessaire de tenir compte de l'environnement physique et social des jeunes pour l'explication de leur délinquance qui ne peut voir ses facteurs limités à ceux impliquant directement la famille dans sa structure, ou même ses fonctionnements élémentaires (supervision, qualité de la relation) bien que ces derniers soient essentiels.

Source : [Dossier 102 - Délinquance.pdf](#) – Etude pour la CAF

Quelques maximes

La grande faute des éducateurs est qu'ils ne se rappellent jamais assez bien qu'ils furent eux-mêmes des enfants – Jacques de Lacretelle. Ecrivain français. Né à Cormatin le 14 août 1888 et décédé à Paris le 02 janvier 1985

Le véritable enseignement n'est point de te parler mais de te conduire – Antoine de Saint-Exupéry

Elever un enfant, c'est lui apprendre à se passer de nous – Ernest Legouvet. Dramaturge, romancier et poète français. 1807-1903.

Les parents d'aujourd'hui ne se situent plus comme jadis, selon leur tempérament, entre la méfiance et la confiance ; ils se situent entre la confiance et la démission – Hervé Bazin. Extrait de Ce que je crois.

¹ Pour contribuer à répondre à cet enjeu, l'INJEP a réalisé depuis cinq ans un ensemble d'études, de missions de conseil et d'actions de formation :

- études de faisabilité sur la création d'équipements et de services
- diagnostics et évaluation de politiques contractuelles (CTL, CEL, Contrat de Ville)
- recherche- action accompagnant la conduite de changement et le développement local
- formations auprès des professionnels et techniciens sur le diagnostic, l'évaluation, la communication interne et externe
- animation de groupes de travail sur l'ensemble de ces domaines
- formation qualifiante de 250 heures en conseil et management de politiques publiques de jeunesse (cycle diplômant et qualifiant de niveau master 1).

Les outils :

- construction de tableaux de bord et d'indicateurs
- conduite et accompagnement de développement local
- élaboration de schéma de développement, suivi de projets
- management et organisation des équipes et du partenariat (approche systémique)
- méthodologie participative du diagnostic et de l'évaluation
- élaboration d'outils d'analyse et de communication sur les actions

Les acteurs :

- Les élus pour la définition des orientations et des stratégies
- Des techniciens pour la définition des projets, l'élaboration de programmes d'action et des dispositifs d'évaluation
- Des habitants pour améliorer leur participation dans le cadre de projets collectifs.